

Entre substance et fonction

Les enjeux du concept de l'université aujourd'hui

Quand on fait l'effort de saisir le concept qui serait commun à l'université contemporaine et à l'institution moderne qui manifeste le mieux sa définition au tournant du vingtième siècle, on se trouve devant une nouvelle version de l'oignon de Russell : quel que soit le nombre de caractéristiques qu'on lui retranche ou qu'on lui ajoute, comme autant de pelures, la substance de l'université semble demeurer inaltérée. Et pourtant, si on les enlève toutes, l'université a cessé d'exister. On pourrait en conclure, comme Russell de son oignon, que tout dans l'université est essentiel, ou semble l'être devenu. Mais ce serait aussi une manière de dire que rien n'y est essentiel et que tout peut disparaître. Est-ce bien le cas?

On peut distinguer en effet deux conceptions fondamentales de l'université : la première est formelle et elle identifie la nature de l'université à la forme des activités et des objets qu'une société confie à l'institution pour donner une rigueur au monde du savoir et en produire la caution; l'autre est substantielle et elle rapporte l'université à un noyau critique du savoir fondamental, qu'elle dissocie clairement des activités adventices qui s'agrègent historiquement au concept fondamental, mais ne s'y confondent jamais. Ces deux conceptions ne sont pas toujours clairement formulées dans les débats qui animent la vie universitaire, mais l'oignon de Russell permet de voir à quel point il est utile de travailler à cette distinction si on veut éviter la confusion. Si on doit appeler « université » l'ensemble des activités de production, de transmission et de critique des savoirs dans tous les domaines, autant pratiques que théoriques, alors l'agrégat qui en résulte ne trouve sa cohérence que dans un critère de rigueur; on pourrait en retrancher ou y ajouter autant d'activités que le contexte social l'exigera, la substance n'en serait pas affectée. Selon ce modèle, l'université trouve son concept dans la caution épistémologique qu'elle fournit à tout savoir qui se produit en son sein, quel que soit son objet, quelle que soit sa portée, quels que soient ses mandataires ou partenaires. La notion d'une responsabilité critique ou d'un mandat éthique en est absente et le lien de la recherche à la technique y est devenu dominant. Si par contre l'université fonde son concept sur un ensemble déterminé de savoirs substantiels, elle pourrait alors agglomérer ou retrancher un nombre variable d'activités accidentelles sans toucher son essence; mais si elle modifiait ses savoirs substantiels, alors elle perdrait son essence. Dans ce cas, elle ne serait pas un ensemble indéterminé de pelures, elle posséderait une identité qu'on ne saurait exprimer sans faire valoir ses responsabilités critiques.

Selon plusieurs théoriciens, nous assisterions aujourd'hui à la disparition de cette université substantielle, dont l'héritage est le concept médiéval et moderne d'une structure du savoir trouvant son fondement dans une conception du monde. Que cette conception du monde soit d'abord tributaire de la théologie, de la philosophie, de la littérature et de l'histoire illustre la position de ces disciplines au cœur du paradigme moderne : tout l'édifice des sciences naturelles et humaines, en constante

progression depuis le dix-neuvième siècle, n'a jamais été placé, dans le modèle de l'université traditionnelle, en position de déstabilisation des disciplines de la compréhension du monde, il n'a fait que s'y agréger pour le nourrir. L'exemple le plus net en est le développement apporté à la philosophie par la psychologie, la sociologie et la science politique, des sciences aujourd'hui autonomes, mais qui tirent toutes leur légitimité du projet de compréhension de la philosophie moderne. Cette situation est devenue toujours plus complexe, si on considère le développement des savoirs pratiques qu'on peut situer comme les héritiers modernes du droit et de la médecine : tous les savoirs de l'administration et de la gestion, toutes les formations liées aux problèmes de la santé et de la société constituent en effet une troisième couronne, si on les juxtapose aux sciences dites fondamentales ou pures. Il faut encore compter les savoirs de la communication et de l'éducation, apparus très récemment et intégrés à leur tour dans l'institution universitaire. La déstabilisation qui se profile est donc un fait récent.

L'histoire de cette complexification est aussi bien l'histoire du retrait progressif d'une structure pyramidale des savoirs, mais l'effacement de la pyramide est-il l'équivalent d'une perte de l'essence? Une telle complexité conduit-elle nécessairement à une conception purement formelle de l'université, où tous les savoirs et toutes les disciplines partagent le même caractère essentiel et trouvent leur justification dans leur seule rigueur? Ou devons-nous travailler à clarifier ce qui dans l'université est son universel, c'est-à-dire ce qui, par son lien essentiel à la conception du monde et de l'être humain, détermine tout savoir dans son essence? Les théoriciens qui pensent que cette question ne peut plus ou ne doit plus être posée n'ont d'autre choix que de se replier sur une université dont le concept est purement administratif et aléatoire : une économie des savoirs, que rien ne protège de l'emprise d'instances externes, en particulier de partenaires commanditaires de la recherche, et que tout au contraire asservit aux logiques du marché, c'est-à-dire des besoins et de la poursuite du profit.

La prolifération d'écoles de toute sorte qui ne maintiennent une affiliation à l'université que pour en conserver la caution n'est certes pas un phénomène superficiel. Il va de pair, en dépit des apparences, avec la multiplication des universités autonomes ou corporatives, qui utilisent le concept de l'université pour valider leur projet, mais se dissocient entièrement de ses finalités traditionnelles. Cela se voit clairement dans deux aspects de cette évolution. D'abord, les faits de structure : le concept même de ce qu'est une faculté ou un « art » est en crise. Les disciplines sont de plus en plus déterminées de l'extérieur, par les commandes techniques et les problèmes à résoudre. Le cas de la science politique, érodée de l'intérieur par l'administration, en est un excellent exemple. Ensuite, la question de la légitimation : la société contemporaine n'a intérêt à protéger l'université que parce que son éclatement menacerait l'autorité des savoirs qui s'y développent et déstabiliserait leur application technologique. On pourrait rabattre en effet la distinction d'une université purement formelle et d'une université substantielle sur l'abîme qui sépare une légitimité de pure autorité et une légitimité fondée. Mais cette formulation expose à vif la crise de l'université et la nécessité de choisir son modèle.

Les analyses de cette situation se sont récemment multipliées, certaines pour juger le processus déplorable, mais irréversible, d'autres pour tenter de cerner des éléments susceptibles de le freiner. On peut en effet analyser la lente érosion de l'université critique, et néanmoins y recueillir les signes d'une recomposition qui donne espoir pour le futur. Bill Readings^[1], qui était professeur au Département de littérature comparée de l'Université de Montréal, a amorcé ce travail. Originaire de Grande-Bretagne, il a bien connu le milieu universitaire américain avant de mourir tragiquement dans un accident d'avion en octobre 1994. Il avait trente-quatre ans. Sa formation, dans laquelle la philosophie européenne a joué un grand rôle, et en particulier la théorie critique, le portait à couler sa réflexion sur l'université dans un cadre post-kantien, où les concepts de raison et d'autonomie déterminent toute l'histoire des formes institutionnelles du savoir. Mais cette considération philosophique ne va pas sans une explication historique et politique : selon Readings en effet, nous assistons d'abord et avant tout à l'effacement de l'université comme forme symbolique du sujet national. L'agrégat formé par les anciennes facultés et

les écoles de toutes sortes n'arrive plus à identifier sa fonction de transmission des normes et à centrer sur la formation l'essentiel de ses activités; il se laisse au contraire disperser dans la multiplication des niches de recherche et oublie sa responsabilité fondamentale.

Le déclin, partout sensible, de cette mission de l'université comme porteur de la culture constitue en soi un problème. Cette forme était-elle la forme éternelle ou même essentielle de l'université ou n'était-elle pas plutôt la forme correspondant à la culture bourgeoise des États nationaux? L'éclatement corporatiste serait par comparaison le reflet d'une société technocratique détachée définitivement des idéaux bourgeois et livrée à la consommation de savoirs indifférents. Il appartient à une histoire critique de l'institution universitaire d'interpréter ce déclin comme l'érosion d'une forme historique de l'université, là même où cette université idéale de la culture et des savoirs substantiels croyait pouvoir affirmer sa propre pérennité. Readings a raison, les faits sont là : les universités sont en passe de devenir des corporations transnationales, fonctionnant sur le modèle des grandes bureaucraties et adonnées principalement à des tâches de *problem-solving*. Leur internationalisation, opérée sous couvert d'universalisation de la recherche, les laisse impuissantes aux mains de toutes les organisations qui veulent en tirer parti. La coupure définitive avec la mission de formation du sujet national n'est jamais aussi manifeste que dans l'adoption d'un idéal d'excellence, idéal qui se signale par son universalité et son manque de référence. Le mot clef des analyses de Readings illustre avec clarté sa perspective : la crise est celle d'une *déréférentialisation* et l'idéal d'excellence, en raison même de sa vacuité et de sa redondance, appartient pleinement à cette culture de la promotion et des classements de *Macleans* qui se contente de la fiction d'un centre plein alors qu'elle sait que désormais la référence est vide et vaine.

Les analyses de Readings montrent que la culture a cessé d'être l'idée qui donne sa légitimité à l'université moderne. Hérité des Lumières, le projet de l'éducation comme formation à la liberté par la culture (de la *paideia* grecque à la *Bildung* germanique) est aujourd'hui remplacé par un idéal de « *training* ». Dans l'université qu'il qualifie de « post-historique », l'aventure de l'éducation libérale est désormais privée de son héros traditionnel et elle se transforme en projet de compétences pour des tâches dans une société parfaitement taylorisée. Ni les étudiants, ni les professeurs ne se conçoivent encore comme engagés dans un processus de connaissance de soi destiné à assurer leur liberté comme sujets moraux et politiques. Pas seulement parce que le sujet universel de cette autonomie a été déstabilisé par les particularités et les différences (les minorités, l'identité sexuelle), mais surtout parce qu'aucun sujet, fût-il marqué du sceau de la particularité, n'accepte encore de porter métonymiquement l'université comme institution. Ce refus signe la fin de l'université comme communauté aussi bien que comme concept. Elle est d'ores et déjà livrée aux experts de tout acabit qui viennent profiter de son label de rigueur pour y développer leurs entreprises. Ce qui subsiste des idéaux de la compréhension du monde est cantonné dans des programmes qu'on laisse mourir doucement, tout en se parant en public des vertus de l'humanisme et de l'éthique.

À cette appartenance à la communauté idéale de référence, toujours déjà illusoire parce que toujours idéalisée, l'université contemporaine substitue la promotion corporative d'une identité creuse : chacun y poursuit son « business », qui sa PME de recherche, qui son certificat le conduisant à une position espérée, et tous se réunissent dans la symbolique des T-shirts marqués du logo de la corporation. Prolifération des symboles des universités du lierre, transférés dans les campus urbains? Selon Readings, le processus serait mal interprété, s'il n'était vu que comme une prolétarianisation et un renoncement aux idéaux d'élite. L'érosion est plus profonde, elle achève la transformation de l'idéal kantien de l'université comme lieu de la raison; elle détruit ultimement l'idéal moderne, théorisé surtout par Humboldt, de l'université comme lieu de la culture idéale d'une nation.

L'histoire de l'université contemporaine conduit en effet aux formes technocratiques qui produisent l'idéal vide de l'excellence, un idéal désarticulé des finalités de la formation du sujet et

soucieux seulement de son intégration dans le marché, à la fois comme producteur et consommateur. Dans ce processus, la dissolution des humanités au profit des formations ciblées (techniques, managériales, d'intervention, de communication) apparaît comme un mouvement irréversible. Renversement d'un universel idéalisé par la particularité, ce mouvement accomplit la logique de l'épuisement de la littérature, de l'histoire, de la théologie et de la philosophie. La première ne trouvait son sens que dans la nationalité de la langue; celle-ci étant déstabilisée, elle se fragmente dans les études formelles et culturelles, elle perd son pouvoir de narration substantielle. La philosophie, quant à elle, se voit entièrement assujettie aux programmes de recherche des sciences et elle se naturalise complètement, renonçant ainsi à son pouvoir critique et à sa recherche de liberté édifiante. Cette analyse recoupe celles de Richard Rorty[2] et de Michael Sandel[3]. Comme eux, Readings est très averti des débats américains sur le curriculum et sur l'éducation libérale et il se montre un lecteur impitoyable de toutes les tentatives de restaurer à droite une université de l'universalité.

Elle recoupe également une partie des analyses de Michel Freitag[4], qui montre comment cette évolution est tributaire d'un mouvement général vers un état de système marqué par la prééminence d'un mode technocratique organisationnel. Toute l'histoire des sciences sociales illustre en effet la perte progressive de leur projet critique : non seulement de leur fonction comme idéologie de légitimation propre à la modernité, mais de leur tension vers une rationalisation de la société. La période actuelle, marquée par l'abandon de tout recours normatif, nous fait donc assister à une sorte de dissolution de l'entreprise rationnelle dans une opérativité immédiate, alignée sur des finalités purement techniques et gestionnaires. Dans ce processus, la fonction de la philosophie devrait être considérable, mais sa position semble affaiblie et irrésistiblement envahie par les mêmes contraintes rationalistes que les sciences sociales.

Cette approche conduit Freitag à un jugement sur l'université contemporaine beaucoup plus affirmé et beaucoup moins tenté par les compromis relativistes que celui de Readings. Il faut reconnaître qu'aujourd'hui le pragmatisme autorise beaucoup de confusion et les essais de Freitag nous mettent en présence de convictions très fortes, auxquelles je voudrai m'associer en conclusion. Avec lui en effet, je pense que l'université est une institution qui se définit par sa finalité, et non pas une organisation purement instrumentale dans un état de système. L'histoire rationnelle de l'université, celle qui épouse les conceptions kantienne et humboldtienne, n'est pas nécessairement achevée et l'université devrait constituer un lieu de résistance aux dissolutions dont nous sommes les témoins. Même si plusieurs facteurs, dont la force est peut-être illusoirement magnifiée par leur omniprésence, concourent à un diagnostic d'érosion, il y en a plusieurs autres qui soutiennent une position de critique et de résistance. La vocation civilisationnelle de l'université, fondée sur la transcendance du monde de l'esprit, devrait et pourrait être réaffirmée. Plusieurs penseurs européens, au premier rang desquels il faut situer Jürgen Habermas[5], le font de manière exemplaire.

Chercher la recomposition d'une université traditionnelle, qui excluerait les savoirs branchés sur l'administration et la technique, équivaut à rabattre l'université sur de petits collèges libéraux et à abandonner le reste à de gigantesques *think tanks* commandités par l'industrie. Biogénétique, marketing, infographie, informatique de gestion, travail social, sciences de l'éducation, pour ne donner que quelques exemples, tout cela pourrait s'exercer hors des structures de l'université. Perdrat-on quelque chose dans l'université si toutes ces entreprises en étaient retranchées et étaient rapatriées dans des écoles pratiques autonomes? Pour des critiques comme Readings, la réponse est assez claire : on y gagnerait au contraire, puisqu'on libérerait le travail le plus fondamental de la compétition administrative avec des programmes qui déstabilisent les autres par l'arrogance de leur recrutement et les moyens de financement (en partenariat ou autre) qu'ils trouvent à l'extérieur. Cette réponse est cependant irresponsable, car elle méconnaît le potentiel critique du savoir fondamental, qui relie de manière plus profonde et plus déterminante toutes les entreprises de savoir, même les plus exogènes et

techno-orientées, que le lien épistémologique lui-même.

Selon ma perspective, une université en expansion et soumise à un processus croissant de diffraction, peut en effet trouver en elle-même les ressources d'une résistance à l'éclatement et la capacité de communiquer la responsabilité éthique à l'ensemble de ses composantes. L'exemple américain le montre assez clairement. Les universités américaines demeurent à beaucoup d'égards le refuge de l'éducation libérale, seule héritière de l'humanisme des Lumières et de la mission spirituelle de l'institution. Les contenus renouvelés de cette éducation sont-ils susceptibles, à eux seuls, de créer le nouvel équilibre que nous attendons d'une université consciente de son essence et responsable de sa mission? Plusieurs théoriciens américains le croient, comme par exemple Martha Nussbaum[6]. Cette mission doit être réaffirmée, dans la mesure où elle constitue la seule base de la critique et le seul point de résistance au technologisme absolu. Comment cette résistance peut s'exercer, sur quels fronts précis elle doit se déployer, il n'est pas facile de le concevoir, mais l'essentiel est de ne pas adopter au point de départ une attitude de démission devant la fatalité de l'opérationnalisation. L'université a non seulement le devoir de maintenir vivantes ces « réserves de tradition », selon l'expression de Habermas, mais encore celui de répondre aux besoins de synthèse et d'orientation normative devenus de moins en moins accessibles dans la complexité des connexions et des informations mises en circuit dans la société. Une séparation fonctionnelle d'institutions de nature fondamentale, qui recueilleraient le concept classique de l'université pour le protéger et le transmettre, et d'institutions purement consacrées à la recherche et à la technologie, favoriserait l'érosion du questionnement éthique et n'aboutirait, en fin de compte, qu'à un réflexe de crispation élitiste. La responsabilité des disciplines fondamentales est au contraire de continuer à universaliser de l'intérieur le concept de l'université, en le proposant comme tâche à toutes les entreprises qui ne le recherchent que comme caution.

Dans le cas particulier du Québec, malgré qu'elle ait subi de profondes transformations qui ont résulté en une spécialisation accrue, cette mission s'est maintenue comme l'idéal libéral des premiers cycles. Cet idéal est aujourd'hui remis en question par un processus de rationalisation qui fait peser sur notre système une menace plus lourde encore que le fait de sa propre diffraction. C'est une attaque dirigée contre son cœur même. Mais la situation pourrait se renverser. L'excès de la spécialisation a provoqué la remise en question du modèle des baccalauréats et certes aucune mesure importante n'est venue corriger ces excès; ceux-ci se sont au contraire renforcés, au point d'introduire une sclérose de la programmation de premier cycle. Les enjeux sont la qualité de la formation fondamentale et la pluridisciplinarité. À cette formation se sont ajoutés progressivement les programmes dits professionnels, dont les objectifs ont commencé à migrer dans les programmes spécialisés (on parlera par exemple de composante professionnalisante). Sur le vaste continuum qui recouvre ces deux catégories dans leur ensemble, la rationalisation applique des contraintes de sélection qui ne peuvent que jouer en faveur des programmes professionnels ou des programmes de grande masse critique. Le renversement espéré pourrait se produire à la faveur d'une prise de conscience de la vacuité d'une pure opérationnalisation : seule une université fondée sur la culture et consciente de sa responsabilité éthique peut en effet prétendre former et transmettre.

Je n'élabore pas plus avant le diagnostic, sauf pour préciser que cette situation a un relief très découpé au Québec qu'elle n'a pas ailleurs au Canada ou aux États-Unis, en raison de la séparation des cégeps. On peut dire que nous n'avons pas mesuré, comme universitaires, les conséquences désormais trop visibles de cette séparation. Si les premières années d'études supérieures étaient demeurées dans l'université, elles commanderaient non seulement un volume d'activités de nature fondamentale, mais aussi et surtout un contingent de professeurs soucieux de formation et de culture et plus résistants aux mirages de la recherche ciblée ou moins désireux du confort de leur niche subventionnée. L'institution universitaire de l'avenir sera celle qui réussira à créer des formats souples et pluridisciplinaires qui compléteront les (ou se substitueront lentement aux) aux programmes spécialisés et professionnalisants,

pour répondre aux exigences de polyvalence et de formation générale. Seuls ces programmes seront capables d'endiguer l'érosion actuelle et de maintenir vivants les idéaux de culture et de responsabilité légués par l'université substantielle de la tradition[7].

Georges Leroux*

NOTES

* Georges Leroux est professeur au Département de philosophie de l'Université du Québec à Montréal.

[1] Bill Readings, *The University in Ruins*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1996.

[2] Richard Rorty, *Contingency, Irony, and Solidarity*, Cambridge (MA) & New York, Cambridge University Press, 1989.

[3] Michael J. Sandel, *Democracy's Discontent. America in Search of a Public Philosophy*, Cambridge (MA), The Belknap Press of Harvard University Press, 1996.

[4] Michel Freitag, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec, Nuit blanche, 1995.

[5] Cf. Peter Dews (dir.), *Autonomy and Solidarity. Interviews with J. Habermas*, London, Verso, 1992.

[6] Martha C. Nussbaum, *Cultivating Humanity. A Classical Defense of Reform in Liberal Education*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1997.

[7] En ce qui concerne le présent article, je renvoie en outre le lecteur aux ouvrages suivants : Peter C. Emberley et Waller R. Newell, *Bankrupt Education : The Decline of Liberal Education in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1994; Alain Renaut, *Les révolutions de l'Université. Essai sur la modernisation de la culture*, Paris, Calmann-Lévy, 1995; Bruce Wilshire, *The Moral Collapse of the University. Professionalism, Purity, and Alienation*, Albany, Suny Press, 1990.